

Kiev, l'honneur sauvé de l'Europe

Par **GEORGES MINK** Directeur de recherche émérite au CNRS, professeur au Collège d'Europe (campus de Natolin)

Un des bénéficiaires collatéraux de la victoire des opposants de Maidan, c'est l'Europe. Même si l'accord d'association s'est éloigné des préoccupations des Ukrainiens, le désir d'Europe n'aura pas disparu. Or, l'Ukraine nouvelle doit prendre conscience que la réforme du système économique et politique est la condition de l'approfondissement des liens avec l'Union européenne (UE). Pour l'assister dans ces réformes, il y aura les instruments du Partenariat oriental réformé et les nouvelles dispositions d'aide au redressement économique. La haute représentante doit mandater un représentant permanent de l'UE pour le monitoring de ces préparatifs. Le désir d'Europe restera ainsi intact.

Mais il y a un autre aspect positif pour nous, Européens. Il découle de ce test extraordinaire qu'est le défi

ukrainien pour notre politique étrangère commune. Car la révolution ukrainienne – outre ce qu'elle nous enseigne sur les capacités d'auto-organisation d'une société civile, sur la force d'attraction du modèle démocratique, sur la persis-

tance du besoin d'intégrité nationale dans un contexte de globalisation, ou sur l'état général des forces géopolitiques (en ayant mis à nu le jeu pervers de Poutine) – nous a montré l'utilité de l'UE et sa grandeur. La veille des élections au Parlement européen, on ne pouvait rêver d'un meilleur remède au poison de l'euroscepticisme dans un domaine où nos institutions étaient les plus exposées à la critique. L'image de l'UE

impuissante à unifier les intérêts géopolitiques de 28 pays membres et à impulser une politique étrangère commune a pâli.

Les politiques européens ont agi sous la bannière étoilée : que ce soit en aval de l'accord d'association, Pat Cox et Aleksander Kwasniewski avant novembre et la volte-face suicidaire de Ianoukovitch, les très nombreux eurodéputés présents sur le Maidan, Catherine Ashton et ses diplomates du Service d'action extérieure, comme l'omniprésent ambassadeur de l'UE à Kiev, jouant les intermédiaires entre les protagonistes du conflit, enfin les ministres des Affaires étrangères du Triangle de Weimar (Allemagne, France et Pologne). Il n'y a pas eu un seul moment de défaillance de la diplomatie européenne. L'Europe a été essentielle pour stopper la répression et désarmer Ianoukovitch dans un compromis qui ne pouvait qu'ouvrir les vannes à la pression des insurgés du Maidan.

Un nouveau moteur de l'Europe, encore hybride ? Certes les Etats-Unis ont compté par leurs pressions et les insurgés de Maidan croyaient plus à cet allié puissant : l'Europe a donné trop longtemps l'image d'un attentisme opportuniste et décourageant. Notamment pour décréter les sanctions. Mais la réalité s'est avérée tout autre. Sur le continent européen, c'est finalement l'UE qui s'est occupée de l'Europe. Car l'honneur de l'Europe a été sauvé par le Triangle de Weimar, émanation d'une alliance interétatique typiquement européenne. A Paris, à Berlin, à Varsovie, on se dispute les mérites dans le dénouement de la crise ukrainienne. En fait c'est la synergie des trois pays qui a prévalu. Chacun a contribué à sa façon pour légitimer le processus et le rendre efficace. La France, réputée peu sensible à ce qui se passe si loin à l'Est et

parfois soupçonnée de trop grande empathie acritique pour la Russie, par sa présence a donné des gages de la gravité de la situation. La Pologne par son volontarisme et son expertise de pays frontalier, pays ami et le premier à avoir reconnu en 1991 l'indépendance de l'Ukraine. L'Allemagne parce qu'elle a montré qu'elle n'était plus frileuse dans ses actions extérieures, débarrassée du traumatisme de son passé. Et qu'on pouvait compter sur elle. Ces trois pays nous ont donnés à voir que l'Europe à «géométrie variable» n'est pas contradictoire avec l'approfondissement de ses capacités d'action, notamment en politique étrangère commune.

Le Triangle de Weimar est né le 28 août 1991 à Weimar, jour anniversaire de la naissance de Goethe, alors que la Pologne avait besoin de tuteurs pour sa marche vers les institutions européennes. Depuis son adhésion à l'UE, on pensait cet instrument réduit à un gadget. Depuis le rôle joué par les ministres des Affaires étrangères de ce regroupement régional, on peut se demander si le Triangle de Weimar n'est pas un nouveau moteur de l'UE, notamment pour impulser la politique étrangère commune. Certes, le moteur est encore hybride : la Pologne, malgré sa croissance exemplaire, ses performances internationales, doit avoir plus de répondant économique pour égaler les deux pays phares de l'intégration européenne et les accompagner dans tous les domaines de la vie européenne. Il reste à ces 3 pays de convaincre les 25 autres que ce qui se joue dans la période de transition et de redressement en Ukraine est essentiel pour l'avenir de l'UE et mérite la poursuite d'efforts bien plus conséquents pour ne pas décevoir la population de ce pays. D'autant plus qu'un retour en arrière est toujours possible.

L'Union européenne a été essentielle pour stopper la répression et désarmer Ianoukovitch. C'est bien l'UE qui s'est occupée de l'Europe.